

Proche-Orient : les lignes bougent



Depuis les printemps arabes de 2011, les relations internationales au Proche-Orient ont été bouleversées.

Avec Alain Rodier

Point de situation en 2020

Depuis les printemps arabes de 2011, les relations internationales au Proche-Orient avaient été bouleversées. Plusieurs pôles étaient apparus qui étaient relativement stables jusqu'à présent. Les Frères musulmans agrégeaient autour d'eux la Turquie et le Qatar - et un temps l'Égypte. Ces pays étaient alors devenus les adversaires d'une coalition emmenée par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), l'Égypte, le Koweït, etc. . Cette coalition avait conçu une alliance internationale dirigée contre Téhéran à qui, bien au delà de son effort dans le domaine du nucléaire, était reproché son influence grandissante au Proche-Orient formant l'« arc chiite » partant de l'Iran pour rejoindre le Liban via l'Irak et la Turquie. L'Iran avait répliqué en soutenant les rebelles houthis qui constituent une menace au sud du royaume saoudien.

L'occasion était trop belle pour les États-Unis qui souhaitait se désengager du Proche et Moyen-Orient tout en préservant la sécurité d'Israël dont le premier ennemi est l'Iran, de rapprocher l'État hébreu de ses anciens adversaires pour lutter contre l'ennemi commun

désigné : les mollahs au pouvoir à Téhéran. Ce furent les accords Abraham conclus avec les EAU puis le Bahreïn auxquels ont ensuite adhéré le Soudan, le Maroc (l'Égypte et la Jordanie sont en paix avec Israël depuis des années). Bien que ne pouvant y adhérer formellement en tant que « gardien des lieux saints » (la Mecque et Médine), Riyad a discrètement apporté son soutien à la réalisation de ce projet et surtout, est prêt à laisser passer les avions israéliens qui auraient pour objectif de bombarder l'Iran. De plus, Mohammed Ben Salmane a besoin d'Israël pour son projet Vision 2030.

Mais comme cela commence à devenir une habitude, il semble que les choses sont en train d'évoluer (relativement) rapidement, sans doute en raison de la mise en place de la nouvelle administration Biden à la Maison-Blanche. Ce n'est pas tant que le président élu souhaite changer fondamentalement la politique étrangère des États-Unis, mais Joe Biden qui veut absolument donner l'impression de prendre le contre-pied de son prédécesseur Donald Trump.

La Turquie change ses approches politiques

Ainsi, la Turquie dont le rôle géostratégique n'est plus à souligner, qui s'était brouillée avec le Caire depuis que les Frères musulmans avaient été jetés du pouvoir après le coup d'État de 2013, est en train d'adopter un ton plus modéré. Il faut dire que le maréchal-président Sissi avait lui-même été peu incisif lorsque Ankara avait conclu un accord maritime avec la Libye en attirant la ire de la Grèce et de presque toute l'Europe. Il semble que, sur ce sujet, le Caire qui dispose déjà d'un large espace maritime, essaye de préserver les différents interlocuteurs. C'est une position périlleuse qui risque de mécontenter toutes les parties...

Un point positif : les visites d'émissaires égyptiens à Tripoli - où un nouveau gouvernement d'Union nationale (GUN) a été mis en place au début mars et doit être opérationnel le 15 du même mois - en attendant des élections générales le 24 décembre -. Cela présage de la réouverture d'une ambassade égyptienne à Tripoli (elle avait été fermée en 2014) où les Turcs sont littéralement « chez eux ».

Du coup, le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu souligne les intérêts communs des deux pays et se dit prêt à négocier un accord juridique maritime avec le Caire. Le ministre de la Défense turc, Hulusi Akar, a ensuite rappelé que les deux pays partageaient les mêmes valeurs historiques et culturelles qui devraient être prolongées par des ouvertures dans l'avenir. Il semble qu'Ankara est disponible pour ouvrir un « nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays ».

Il convient de ne pas s'y tromper, Ankara et le Caire n'ont jamais rompu les ponts, particulièrement dans le domaine économique. Il n'est pas impossible que si la stabilisation de la situation en Libye s'améliore tel que le souhaite l'ONU, cela pourrait faire de ces deux pays les principaux « reconSTRUCTEURS » de la Libye dévastée.

Si ce n'est pas du suivisme, cela y ressemble. Le ministre des Affaires étrangères Qataries, le Cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani, a fait état du rapprochement de son pays avec

le Caire qui a abouti à la réouverture des représentations diplomatiques bilatérales (fermées depuis 2017) même si elles restent encore au niveau des « chargés d'affaires ». Al-Thani a rencontré son homologue égyptien, Sameh Shoukry, au Caire le 3 mars en marge du sommet de la Ligue arabe.

D'ailleurs, cette réconciliation renforce la position de la Turquie avec le Qatar (elles étaient déjà excellentes car placées sous la houlette des Frères musulmans) mais aussi avec le Koweït et Oman et fait baisser la tension avec l'Arabie saoudite (où les exportations turques étaient bloquées) et, dans une moindre mesure avec les EAU.

Parallèlement à ces affaires, la Turquie et la Grèce se sont parlées directement pour la première fois depuis 2016 à propos de la situation en Méditerranée orientale alors que l'ONU tente d'organiser une rencontre pour examiner le problème de Chypre.

A/s la Syrie

À peu près en même temps, une réunion entre les ministres des AE turc Cavusoglu, russe, Sergueï Lavrov, et qatari, le Cheikh Al Thani, s'est tenue à Doha pour parler de la Syrie. Lors de la conférence de presse qui a suivi, Lavrov a déclaré : « nos buts communs sont dans la déclaration que nous avons tous approuvée qui confirme notre détermination à combattre le terrorisme sous toutes ses formes, à contrer les plans séparatistes qui attaquent l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne et qui menacent la sécurité des pays voisins ».

Bien évidemment, les choses sont bien plus compliquées d'autant que si les Russes soutiennent le régime de Bachar el-Assad, les Turcs et les Qataris souhaitent qu'il soit évincé du pouvoir. L'évolution actuelle d'Ankara est d'encadrer des opposants dits « modérés » et de ne plus demander un « changement de régime » à Damas mais un « changement dans le régime ». En Orient, tout est dans la nuance...

Doha revient peu à peu sur le devant de la scène régionale après que les sanctions décrétées contre l'émirat par l'Arabie Saoudite, les EAU, le Koweït pour son « soutien aux Frères musulmans » aient été levées en janvier. Les États-Unis et le Koweït qui entretiennent des relations étroites avec tous les pays concernés ont joué un grand rôle dans la résolution de cette crise.

Le Qatar veut se proposer comme « intermédiaire » entre les différents protagonistes pour la reconstruction de la Syrie (comme il se souhaiterait « intermédiaire » avec l'Iran).

La prochaine rencontre de ce processus devrait se tenir à Ankara et il est de notoriété publique qu'Erdogan est surtout préoccupé par le problème kurde. En Syrie, son alliance avec Moscou consiste à grignoter les positions des kurdes du PYD le long de la frontière. Il reste toutefois une énorme inconnue à cette équation : que va faire Joe Biden ?

Si tout semble aller un peu mieux entre les dirigeants, il reste les grands oubliés : les peuples tombés dans la misère : les Libanais, les Yéménites, les Syriens, les Kurdes, les Palestiniens, etc. Aucune statistique fiable n'est faite sur les morts de la Covid-19 dans ces populations car les

raisons de mourir sont extrêmement nombreuses et autres. Le pire est qu'une grande partie de ces êtres humains est abandonnée volontairement par la communauté internationale pour des raisons de basse politique.